

reprise économique. Ainsi dans la perspective certaine de la continuation de la crise, Flandin a laissé toute la substance des lois précédentes consacrant l'intervention étatique dans le domaine économique. Si, en Angleterre, les signes de la participation de l'Etat ne sont pas si marquants, cela tient surtout au fait que — par la conférence d'Ottawa et l'abandon du libre-échange — l'économie anglaise trouve désormais l'Etat à la tête des leviers de commande. Aux Etats-Unis, la tendance est d'autant plus forte que la crise économique y revêt des formes particulièrement graves.

Le mouvement qui, au sein de la social-démocratie, se concentre autour du « planisme » n'est, en définitive, que l'adaptation de cette organisation aux nouvelles nécessités de l'économie capitaliste. Il ne rentre pas dans les cadres de cette étude, d'établir si cette transformation comporte un amoindrissement du pouvoir des capitalistes. A notre avis, la société actuelle n'est pas bourgeoise parce qu'elle assure la pleine expansion de la puissance de chaque individualité capitaliste, mais elle est telle parce qu'elle réalise les intérêts de l'ensemble des exploités même si cela doit avoir pour conséquence que certaines facultés attribuées jadis à l'initiative privée, doivent désormais appartenir à l'organe qui synthétise les intérêts de la bourgeoisie dans son ensemble : à l'Etat. Remarquons, en passant, que dans chaque pays, ces interventions étatiques se feront jour pour libérer les grandes puissances financières des dangers et des difficultés qu'elles subissent en conséquence des débâcles essuyées par les industries qu'elles subventionnaient.

Au point de vue économique, cette altération des caractéristiques de l'Etat capitaliste et démocratique est générale et, pour autant que l'expression puisse être employée, la fascisation embrasse tout aussi bien l'Allemagne et l'Italie que la France, l'Angleterre et les Etats-Unis.

Au point de vue politique, nous constatons une orientation générale et commune qui arrive à son expression ultime et définitive dans certains pays et qui paraît s'arrêter à des points intermédiaires dans d'autres. Mais l'objectif est toujours le même : expurger la société capitaliste de ces organisations de classe qui, pouvant se greffer avec des conditions objectives de maturation de la société socialiste, ne représentent plus une simple

menace localisée sur le terrain du marché du travail afin d'obtenir de meilleurs salaires, mais représentent une menace directe sur le terrain historique où elles tendent à déclencher la lutte pour la victoire révolutionnaire.

C'est uniquement au point de vue mondial que nous pouvons considérer tous les mouvements — y compris la révolution russe — éclos dans l'après-guerre, comme c'est uniquement par des données internationale que nous pourrions saisir l'épilogue des terribles situations actuelles.

En Italie et en France, l'objectif du capitalisme est le même : anéantir la classe prolétarienne, détruire sa cohésion politique et en faire un amas informe de chômeurs ou d'exploités qui en sont réduits à supputer le moindre changement dans la situation, qui leur garantisse au moins le maintien du subsiste ou du salaire de famine et les sauvegarde d'une nouvelle diminution de leurs conditions de vie : en attendant, sans doute, que, dans la situation de demain, ces masses d'ouvriers soient emportées dans le cyclone qui les jettera dans le nouveau carnage impérialiste. Seulement, l'objectif que le capitalisme s'assigne sur le terrain mondial, la dispersion du prolétariat révolutionnaire et sa suppression en tant que classe, tiendra compte des conditions politiques existantes dans les rapports de classe. Or, ces dernières se différencient de pays à pays et résultent surtout du degré de violence des événements, du caractère extrême qu'ils ont révélé. C'est ainsi que, en Italie, comme en Allemagne, où la tension des conflits sociaux avait atteint un point culminant, le problème qui se posait — pour ces prolétariats — n'était pas d'établir la possibilité ou l'impossibilité de l'insurrection et de la lutte du pouvoir, car ils avaient déjà posé ces revendications. Mais le problème était autre : établir, sur la base de l'expérience acquise, des possibilités de batailles révolutionnaires, les données politiques qui — par la critique de la défaite — pouvaient engendrer les conditions pour la victoire. Dans ces conditions concrètes, la persistance de la moindre organisation élémentaire menaçait de se placer sur le terrain de la bataille dirigée directement vers la lutte insurrectionnelle. Il suffira, à ce sujet, de rappeler que le parti communiste, en Italie, fondé seulement en janvier 1921, pouvait réaliser des progrès considérables, jus-

qu'à menacer sérieusement les positions de tous les courants contre-révolutionnaires, et cela en quelques mois, sur la base d'un plan politique se rattachant aux revendications élémentaires du prolétariat.

Ailleurs : en France, Belgique, Angleterre, par exemple, le prolétariat, tout en ayant vécu, par reflet, les expériences révolutionnaires des autres pays, ne se trouve pas, comme les ouvriers italiens et allemands, dans la position qu'avaient occupée les ouvriers russes avant la guerre et qui purent retirer de leur défaite de 1905 les armes pour construire le guide de la victoire révolutionnaire en octobre 1917. Dans ces pays, où une lutte révolutionnaire ne s'est pas produite, nous constatons actuellement, par exemple, que les ouvriers peuvent être mobilisés autour de programmes et de « plans » dressés sur la base de l'impossibilité, ouvertement affirmée, d'une bataille insurrectionnelle. Ici, le capitalisme trouve, en face de lui, non un prolétariat qui a déjà fait l'expérience d'une attaque révolutionnaire, mais une classe ouvrière qui peut être encore détournée de cette issue ; à cette fin, il s'agira surtout d'embrigader l'avant-garde en dehors du terrain de classe en arrivant ainsi à opérer le déplacement de l'ensemble des ouvriers pour les rendre incapables de résister à l'offensive déclenchée.

Cette œuvre de purification que la société capitaliste accomplit en déracinant les positions de classe du prolétariat peut donc traverser le chemin de la violence fasciste qui déclenche sa terreur et détruit les organismes ouvriers, ou bien emprunter le chemin de la progression qui conduit ces organismes ayant une base de classe, à devenir des appendices de l'Etat capitaliste. Un processus de ce genre se constate clairement en Belgique au travers des institutions de l'assurance sociale et particulièrement du chômage ; en France, par le canal du Conseil Economique ; tandis qu'en Angleterre — ainsi que le prouvent les derniers Congrès des Trade-Unions et du Labour Party — une orientation encore plus marquée se manifeste dans cette direction au travers du programme corporatif.

Il existe une filiation légitime de l'Etat démocratique en Etat fasciste. Nous avons déjà remarqué qu'au point de vue théorique aucune contradiction n'existe entre ces deux formes d'Etat capitaliste. L'une et l'autre excluent, en principe, la

fondation d'organismes de classe et c'est de haute lutte que les ouvriers ont conquis un droit à leurs organisations, au sein des Etats démocratiques, en portant ainsi directement atteinte aux bases mêmes des Constitutions bourgeoises qui élargissent les droits des organisations, mais pour aiguillonner, dans l'enceinte des organismes étatiques, les mouvements sociaux. Si l'Etat démocratique a pu subsister malgré la fondation des institutions de classe qui lui étaient opposées, ce n'est pas grâce à ses caractères spécifiques qui étaient irrémédiablement hostiles au prolétariat, mais parce que la situation historique du capitalisme ascendant pouvait tolérer la présence de ces formations. D'autre part, dès leur victoire, les ouvriers qui avaient fondé leurs organismes, voyaient leur conquête directement menacée par l'œuvre de corruption qui voulait faire déboucher leurs institutions dans le cadre du régime étatique du capitalisme.

D'ailleurs, les événements de l'après-guerre nous montrent — en Allemagne d'une façon encore plus marquée qu'en Italie — qu'après la défaite révolutionnaire et en vue d'empêcher le prolétariat d'en retirer les enseignements, la manœuvre bourgeoise devant porter à la victoire du fascisme s'accomplit sous la forme d'une évolution qui permettra au fascisme de balayer toutes les forces et les partis qui, autrefois, représentaient les piliers du régime capitaliste. Ces derniers n'auront aucune base sur laquelle appuyer leur opposition au fascisme, car ils ne peuvent pas se réclamer des intérêts historiques de la seule classe qui, par son assaut révolutionnaires, a forcé le capitalisme à recourir au fascisme, de la seule classe qui pourra, demain, déclencher l'insurrection pour abattre le capitalisme dans sa nouvelle forme d'organisation fasciste. Qu'il y ait — en liaison avec les innombrables épisodes de la lutte héroïque des ouvriers contre le fascisme — des éléments ayant appartenu ou se revendiquant des idéologies démocratiques, cela ne prouve nullement une opposition inconciliable entre l'Etat démocratique et l'Etat fasciste. Cela prouve seulement que la tourmente sociale peut déterminer des expressions glorieuses même dans des milieux idéologiques et politiques qui ont représenté — et escomptent encore pouvoir représenter — le dernier bastion de la défense du régime capitaliste.